# **PCLG News** Faciliter l'apprentissage mutuel sur les interactions entre conservation et pauvreté

À propos de PCLG News PCLG News est le bulletin du Poverty and Conservation Learning Group (Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation). PCLG News fournit des nouvelles mensuelles sur les travaux des membres et du Secrétariat du PCLG ainsi que des informations sur de nouvelles publications, des ressources ou des manifestations prochaines.

À propos de PCLG Le Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation (PCLG) est une initiative facilitée par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Le but du Groupe est de promouvoir l'apprentissage sur les liens possibles entre la conservation et la pauvreté au sein des différentes communautés étudiées et entre elles.

#### Novembre 2010 - BULLETIN No. 036

Chers amis et collègues,

Bienvenue au trente-sixième numéro du bulletin du PCLG. Nous espérons que vous trouverez ce service utile et nous nous réjouissons de recevoir vos commentaires et suggestions quant à la façon d'améliorer ce bulletin mensuel afin qu'il réponde toujours mieux à vos besoins. Dans ce numéro, vous trouverez les rubriques :

- Nouvelles du Secrétariat
- Article en vedette
- Nouvelles des membres du PCLG
- Nouveaux membres
- Prochains événements
- Nouvelles publications dans notre base de données
- Ressources

Si vous avez des informations concernant les travaux de votre organisation que vous souhaiteriez nous voir publier dans le prochain numéro de PCLG News, ou des ressources dont vous aimeriez que nous parlions, veuillez les transmettre à pclg@jied.org avant la fin du mois de novembre.

# Nouvelles du Secrétariat

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS! Nous commençons à planifier l'assemblée du PCLG pour l'année prochaine. Cet événement sera exclusivement ouvert aux membres du PCLG; le nombre de participants sera limité (de 30 à 50 seulement) et un soutien financier sera offert aux délégués des pays en développement. Nous aimerions beaucoup avoir votre avis sur ce qui devrait constituer le thème de l'assemblée 2011 du PCLG. Au cours de l'assemblée du PCLG de 2007, nous nous étions penchés sur les interactions entre changements climatiques, conservation et pauvreté, en mettant particulièrement l'accent sur le mécanisme REDD. L'assemblée de l'an prochain pourrait peut-être se concentrer sur les stratégies d'adaptation? S'il n'y a pas de questions brûlantes que la majorité des membres du PCLG s'accordent pour discuter, nous pourrions avoir une assemblée générale du réseau lors de laquelle différents sujets liés à la pauvreté et la conservation pourraient être abordés. Veuillez envoyer vos commentaires, suggestions et idées à pclq@iied.org

**RESSOURCES GRATUITES!** Nous avons des exemplaires de la toute dernière édition du journal Biodiversity, qui mettait tout particulièrement l'accent sur la biodiversité et la réduction de la pauvreté et comprenait un article sur le symposium 2010 du PCLG. Quiconque souhaite s'en procurer un exemplaire est prié d'envoyer son adresse postale par e-mail à pclg@iied.org

Un certain nombre de rapports du PCLG vous aideront peut-être à répondre à des questions brûlantes :

How effective is conservation enterprise in addressing poverty reduction? [Dans quelle mesure l'entreprise de la conservation réussit-elle à réduire la pauvreté ?] Cliquez ici pour obtenir une analyse de Joanna Elliott et Daudi

# Sumba d'AWF: (http://povertyandconservation.info/docs/20101108-ZSL\_Symposium-Enterprise Paper Final 2010-AG-Nagoya.pdf)

How dependent are the poor on biodiversity? [Quel est le degré de dépendance des pauvres à l'égard de la biodiversité ?] Cliquez ici pour lire les conclusions des chercheurs de l'Université de Cambridge Bhaskar Vira et Andreas Kontoleon : http://povertyandconservation.info/docs/20101108-CBD-ts-55.pdf

Can conserving biodiversity help reduce poverty? [La conservation de la biodiversité peut-elle contribuer à réduire la pauvreté ?] Craig Leisher et des collègues du Nature Conservancy passent en revue les preuves : <a href="http://povertyandconservation.info/docs/20100901-">http://povertyandconservation.info/docs/20100901-</a>
Does Conserving Biodiversity Work to Reduce Poverty.pdf

Who's working on conservation-poverty linkages and what are they doing? [Qui travaille sur les interactions entre conservation et pauvreté et que font-ils ?] La toute dernière version du Répertoire du PCLG sur les organisations et les initiatives sur la pauvreté et la conservation est disponible ici : http://povertyandconservation.info/docs/PCLG Directory 5-10-2010.pdf

**ACTIVITÉS/MANIFESTATIONS DU PCLG** — Un atelier du PCLG sur le lien entre la conservation des grands singes et la réduction de la pauvreté a eu lieu à Masindi, en Ouganda du 15 au 19 novembre. Il a réuni plus de 30 délégués issus d'organisations de conservation travaillant dans divers États qui abritent des grands singes en Afrique. Tous étaient ravis de pouvoir mettre en commun leur expérience en matière de lutte contre la pauvreté et de pouvoir tirer des enseignements de leurs collègues. Cet atelier a également englobé des visites de terrain dans la région de Masindi. Nous yous donnerons bientôt des nouvelles sur les résultats de cette rencontre!

# Éditorial de notre invité – Que s'est-il passé à Nagoya ? par Muhtari Aminu-Kano, BirdlifeInternational

À Nagoya, au Japon, à 02h00 le matin du samedi 30 octobre 2010, le ministre japonais de l'Environnment a fait résonner son marteau pour signaler la clôture officielle de la 10e Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Les délégués se sont alors levés pour une ovation prolongée ; il y a eu quelques embrassades et peut-être même quelques larmes de bonheur versées. Pourquoi tant d'émotion de la part de ce rassemblement disparate de négociateurs internationaux qui se targuent habituellement de ne point trahir leurs sentiments ? La réponse se trouve dans la prise de conscience que les compromis ardus qu'ils avaient négociés à Nagoya représentaient un jalon décisif dans l'histoire de la Convention. En se rendant à Nagoya, les pays développés avaient donné la priorité au plan stratégique qu'ils considéraient comme l'enjeu primordial de la réunion. En revanche, pour les pays en développement, les priorités absolues étaient plutôt la lutte contre le biopiratage par le perfectionnement d'un régime relatif à l'accès et au partage des avantages (ABS) et la mobilisation de ressources financières.

À l'ouverture de la réunion le 18 octobre 2010, les perspectives de succès étaient très incertaines. Peu d'observateurs estimaient qu'en deux semaines, les pays en développement obtiendraient un accord légalement contraignant sur l'ABS qu'ils puissent adopter, en échange de leur approbation de cibles du plan stratégique qui sont ambitieuses – pourtant moins que ne l'auraient souhaité les pays développés ; ainsi qu'un mécanisme concret pour accroître les ressources financières. Dans le passé, lors des rencontres de la CDB, chacune de ces questions brûlantes s'étaient avérées individuellement très délicates, de sorte que le fait de regrouper les trois dans un bouquet pour commencer les négociations en stipulant « rien n'est décidé tant que tout n'est pas décidé » était, aux yeux de beaucoup de personnes, une stratégie risquée. Finalement, ce fut le bon choix puisqu'elle a réussi à débloquer des aspects de la CDB qui sont depuis longue date un sujet de discorde, permettant ainsi une mise en œuvre optimisée.

Les conclusions de Nagoya reconnaissent avec force les liens entre conservation de la biodiversité et réduction de la pauvreté. Pour commencer, la mission adoptée du nouveau plan stratégique 2011-2020 (qui sera baptisé l'objectif d'Aichi) met l'accent sur ce plan puisqu'elle souligne :

Prendre des mesures urgentes et efficaces pour mettre un terme à la perte de biodiversité afin de veiller à ce que d'ici à 2020 les écosystèmes soient résilients et continuent à prévoir des services essentiels, garantissant ainsi la variété de la vie sur la planète et contribuant au bien-être humain et à l'éradication de la pauvreté ;

Deuxièmement, la COP a mis en place un processus pour soutenir le renforcement des capacités vers l'intégration de la biodiversité dans l'élimination de la pauvreté et la croissance dans les pays en développement.

Troisièmement, les éléments pertinents du programme de travail sur les aires protégées qui traitent de la participation, de la gouvernance et de l'équité (élément 2) ont été identifiés comme étant des domaines où la mise en place était à la traîne et qui méritaient une attention particulière dans les ateliers régionaux subséquents.

Enfin, après des négociations difficiles, le savoir traditionnel a été inclus dans la portée du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages. La COP a aussi adopté le « Tkarihwaié:ri (prononcé {Tga-ree-wa-yie-ree}, un terme mohawk signifiant « le droit chemin », un Code de conduite éthique sur le respect du patrimoine culturel et intellectuel des communautés autochtones et locales pertinent pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Nagoya a vu une participation record de 131 délégués issus de 61 organisations de peuples autochtones qui ont travaillé dur pour faire en sorte que la COP renforce l'accent mis sur les gens par la CDB. Toutefois, dans l'analyse finale, les conclusions de Nagoya, malgré toutes leurs imperfections, constituent un bon point de départ. Le test véritable dépendra de la question de savoir si les gouvernements réussissent à rassembler la volonté politique de mettre en œuvre les décisions.

### Article en vedette

La Banque mondiale lance un nouveau partenariat mondial en faveur des comptes nationaux « verts » – Au cours de la dixième rencontre de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique – COP 10 de la CDB – la Banque mondiale a annoncé un nouveau partenariat mondial qui donnera aux pays en développement les outils dont ils ont besoin pour intégrer dans leurs systèmes comptables nationaux les avantages économiques que des écosystèmes comme les forêts, les zones humides et les récifs coralliens peuvent apporter. Le Partenariat mondial pour la comptabilisation des richesses et l'évaluation des écosystèmes et des services écosystémiques s'appuie sur le projet du Programme des Nations Unies sur l'environnement « L'Économie des écosystèmes et de la biodiversité » (TEEB) qui a publié sont rapport définitif à Nagoya. TEEB conclut, notamment, que « l'invisibilité » de bon nombre de services que la nature rend à l'économie est le fruit d'une ignorance généralisée du capital naturel, ce qui entraîne des décisions qui dégradent les services écosystémiques et la biodiversité.

Programme de dons en faveur des écosystèmes financé par les Pays-Bas : Le programme est prolongé de cinq ans : L'Ecosystem Alliance – un partenariat entre le Comité national de l'UICN aux Pays-Bas, Both ENDS et Wetlands International – est ravie d'annoncer que le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas a décidé de cofinancer (à 65 %) son programme de dons en faveur des écosystèmes « Empowering People and Nature ». L'objectif de l'Ecosystem Alliance est « d'améliorer les moyens de subsistance des pauvres et de créer une économie inclusive par le biais d'une gestion participative et responsable des écosystèmes. » Les principaux thèmes du Programme de dons en faveur des écosystèmes sont les suivants :

- Ecosystèmes et moyens de subsistance ;
- Le verdissement de l'économie aux niveaux local, national et mondial dans l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud ; et
- Le climat et les écosystèmes.

## Nouvelles des membres du PCLG

IIED et Birdlife ont récemment publié un nouveau livret « <u>Banking on biodiversity</u> » [Banquer sur la biodiversité], co-écrit par Dilys Roe, Pavan Sukhdev, David Thomas et Robert Munroe. Ce livret montre que le fait de travailler avec les pauvres des zones rurales dans le monde en développement peut inverser la spirale descendante de la dégradation de l'environnement. En banquant sur la biodiversité, nous pouvons protéger notre patrimoine naturel tout en nous attaquant à la pauvreté à l'échelle locale, nationale et mondiale.

Nouvelle alliance pour stimuler la couverture des questions liées à la biodiversité — IIED, Internews et l'UICN ont officiellement lancé leur Biodiversity Media Alliance (BMA) au cours de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique à Nagoya, Japon. L'alliance entend stimuler la quantité et la qualité de la couverture médiatique des enjeux liés à la biodiversité en jetant des passerelles entre les journalistes et les sources dont ils ont besoin et en développant des programmes de formation sur les reportages liés à la biodiversité. Près de 1 000 personnes ont déjà rejoint le réseau en ligne de BMA. Les membres du PCLG sont instamment priés de rallier le réseau de manière à pouvoir interagir avec des professionnels du monde des médias et partager leurs points de vue et leurs nouvelles au moyen des différentes fonctions du blog. La conférence de presse pour lancer le BMA peut être visionnée en ligne ici et vous pouvez regarder une brève interview télévisée sur l'initiative ici. Pour obtenir un complément d'information sur BMA, consultez le communiqué de presse ou contacter Mike Shanahan (mike.shanahan@iied.org).

Le Rapport de synthèse de la TEEB sur l'Intégration de l'économie de la nature : synthèse de l'approche, des conclusions et des recommandations de la TEEB a été publié le 20 octobre 2010 à la COP10 à Nagoya. Le document est téléchargeable depuis : <a href="http://www.teebweb.org/InformationMaterial/TEEBReports/tabid/1278/Default.aspx">http://www.teebweb.org/InformationMaterial/TEEBReports/tabid/1278/Default.aspx</a> en anglais, français, espagnol, russe, chinois et arabe.

Le Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE (PNUE-WCMC) est heureux d'annoncer le lancement de son nouveau site web « The A-Z of Areas of Biodiversity Importance ». Cet Index est une ressource en ligne qui entend fournir des informations claires, concises et pertinentes sur plus d'une trentaine de régions importantes pour la conservation de la biodiversité, depuis des Sites classés au patrimoine mondial jusqu'aux Régions clés pour la biodiversité. L'Index a été élaboré en partenariat avec l'ICMM, IPIECA, la Banque européenne

d'investissement (BEI), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Pour obtenir un complément d'information, veuillez consulter www.biodiversityA-Z.org

L'initiative SEED est ravie d'annoncer les Lauréats du Prix SEED 2010. Qu'il s'agisse de bicyclettes en bambou ou de pêcheries à la mouche, de coopératives de femmes d'affaires ou encore de jeunes enthousiastes, ces entrepreneurs construisent un monde plus durable, en commençant par leur propre communauté. Au rang des initiatives qui vont recevoir de SEED une enveloppe de soutien adapté à leurs besoins figurent des initiatives qui font de grands progrès dans le domaine de l'énergie solaire, des biocarburants, de l'agriculture biologique, du traitement des déchets, du recyclage et du tourisme. Cette année a vu des projets palpitants récompensés, notamment dans le domaine de l'agriculture. L'accent de 2010 mis sur l'Afrique a mis les projecteurs sur plus de 26 initiatives africaines et, avec le soutien de SEED, elles peuvent désormais démultiplier leurs activités à l'échelle du continent. Pour en savoir plus :http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?DocumentID=651&ArticleID=6814&I=en&t=long

L'association ANDES et l'Association des communautés du Parc de la pomme de terre annoncent un atelier sur la conception, la planification et la mise en œuvre de territoires bioculturels en tant que zones de conservation d'agrobiodiversité, qui se déroulera au Parc de la pomme de terre de Cusco au Pérou du 12 au 23 novembre 2010. Cet atelier est soutenu par la CDB dans le cadre du développement d'un Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud sur la biodiversité pour le développement, tel qu'adopté à la COP 10.Le Parc de la pomme de terre est un modèle de conservation de territoire bioculturel autochtone mis sur pied par l'Association ANDES-IIED et six communautés quechua à Pisaq, Cusco, au Pérou. Le Parc de la pomme de terre est devenu un spécimen pratique internationalement reconnu et une vitrine de démonstration d'une approche bioculturelle en faveur de la conservation efficace des ressources phytogénétiques et un modèle de développement endogène. La duplication et la mise à l'échelle de cette expérience peuvent jouer un rôle important dans la promotion de modèles efficaces de conservation et de développement basé sur la territorialité autochtone. Pour en savoir plus, veuillez contacter : Alejandro Argumedo (alejandro@andes.org.pe) ou Tammy Stenner (tammy@andes.org.pe).

Le fleuve Niger est une filet de sécurité pour les pays sahéliens que sont le Mali et le Niger. En fonction de la pluviométrie en Guinée, pays tropical d'Afrique de l'Ouest, la rivière arrose le grand delta intérieur du Niger, une zone saisonnièrement inondée qui abrite un million de personnes et des millions d'oiseaux d'eau migrateurs. L'effet conjugué de barrages en amont et de l'impact des changements climatiques pourrait avoir des répercussions désastreuses pour ce berceau de la biodiversité et de l'humanité. Le rapport intitulé « Will the Inner Niger Delta shrivel up due to climate change and water use upstream? » [Le delta intérieur du Niger va-t-il se dessécher en raison du changement climatique et de l'utilisation de l'eau en amont ?] a été présenté lors d'un événement parallèle à la COP 10 de la CDB organisé par Wetlands International, l'ONG ayant commandité l'étude. Le rapport montre que cette vaste zone humide est déjà menacée par la consommation d'eau en amont et les implications que cela a pour les moyens de subsistance de tous ceux qui dépendent du fleuve Niger.

Au cours de la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 10 de la CDB), qui s'est tenue à Nagoya, au Japon, les Parties se sont réjouies des conclusions de la troisième rencontre ponctuelle intergouvernementale et pluripartite sur **IPBES** (Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), organisée à Busan en juin 2010 et sa conclusion prônant la création de l'IPBES. Les parties ont aussi discuté la relation entre la Convention et l'IPBES. Pour en savoir plus : <a href="http://ipbes.net/home/69-cbd-cop-10-welcomes-the-establishment-of-ipbes.html">http://ipbes.net/home/69-cbd-cop-10-welcomes-the-establishment-of-ipbes.html</a>

<u>Save Our Species</u> – l'initiative « Save Our Species (SOS) » est une coalition mondiale mise sur pied par les trois partenaires fondateurs, l'UICN, le FEM et la Banque mondiale, pour construire le plus gros fonds de conservation du genre, à l'appui des projets de conservation sur le terrain à travers le monde . SOS conjuguera les ressources et l'expérience de financement de la Banque mondiale et du FEM (Fonds pour l'environnement mondial), la science faisant autorité de l'UICN et les ressources ainsi que l'ingéniosité du secteur privé pour créer un mécanisme qui garantit que suffisamment d'argent aille aux projets de conservation des espèces là et au moment où cet apport aura le plus d'impact. Save Our Species sera géré par le biais d'un secrétariat hébergé au sein de l'UICN pour l'allocation des fonds. Les dons seront alloués en fonction de la situation stratégique identifiée en consultation avec le Programme de l'UICN sur les espèces et une Commission pour la survie des espèces. Les projets financés par SOS seront axés sur la conservation des espèces menacées et leurs habitats.

### Nouveaux membres

Le programme de conservation de la zone de Gishwati (GACP).— Le Programme de conservation de la zone de Gishwati (GACP) est parrainé par le Great Ape Trust, une ONG basée aux Etats-Unis. Le GACP a été fondé en 2007 suite à un accord entre Son Excellence Paul Kagame, Président du Rwanda et le fondateur du Great Ape Trust, Ted Townsend. L'accord plaidait pour l'établissement d'un parc national de conservation au Rwanda au profit du peuple rwandais, du climat mondial et de la biodiversité. En 2010, le ministère rwandais des Terres et de l'Environnement (MINELA) a signé un Mémorandum d'accord qui confiait au GACP la responsabilité de gérer la Forêt protégée de Gishwati pendant trois ans et qui approuvait sa connexion au Parc national de Nyungwe par un couloir forestier.

La Zoological Society of London (ZSL) – La Zoological Society of London (ZSL), organisme caritatif fondé en 1826, est un centre d'excellence de notoriété mondiale en matière de science de la conservation et de conservation appliquée, qui entreprend des recherches et des efforts de conservation sur le terrain dans plus de 50 pays à travers le monde. La mission de ZSL est de promouvoir et de concrétiser la conservation des animaux et de leurs habitats à l'échelle mondiale. Elle y parvient en :

- entreprenant des recherches de pointe dans le domaine de la conservation ;
- déployant des projets efficaces de conservation sur le terrain ;
- prodiguant aux décideurs les meilleurs conseils en matière de conservation ;
- renforçant les capacités de conservation et en incitant les gens à se connecter au monde naturel.

La Gorilla Organization – La Gorilla Organization travaille à l'international pour sauver les derniers gorilles à l'état sauvage dans le monde, en finançant des microprojets locaux, gérés par des partenaires locaux africains, qui s'attaquent aux dangers concrets qui menacent la survie à long terme des gorilles. La Gorilla Organization réalise que, pour que les gorilles aient une chance réaliste de survie dans le contexte des défis considérables que pose le continent africain, les efforts de conservation et de réduction de la pauvreté doivent être déployés de concert. C'est la raison pour laquelle la Gorilla Organization travaille avec des communautés locales pour identifier d'autres ressources que celles que l'on trouve dans les forêts, afin d'amoindrir l'empiètement sur l'habitat des gorilles et d'extraire la population locale de la pauvreté.

### Prochains événements

Conférence de la CEESP sur le partage du pouvoir – La conférence Sharing Power : A New Vision for Development aura lieu du 10 au 15 janvier 2011 à Whakatāne (Nouvelle-Zélande). Elle sera centrée sur la nécessité pour les responsables politiques et les décideurs des gouvernements et des entreprises de mieux associer les populations autochtones et tous les citoyens aux politiques nationales et internationales de gestion et de gouvernance des ressources bioculturelles, et de défendre les droits de la planète elle- même.

Nature™ Inc ? Questioning the Market Panacea in Environmental Policy and Conservation.— Les nombreux problèmes environnementaux qui se posent dans le monde appellent de nouvelles méthodes innovantes, dont les marchés sont censés être le véhicule idéal. Cette conférence, qui se déroulera du 30 juin au 2 juillet 2011 à La Haye (Pays-Bas), examinera d'un œil critique cette foi totale dans le marché dans le contexte des politiques environnementales et de la conservation, à la lumière de l'histoire et des déboires récents du capitalisme néolibéral. Les projets de contributions doivent être soumis pour le 15 décembre 2010 : envoyer une proposition de 250 à 300 mots avec titre, coordonnées de contact et trois mots clés en fichier joint au format Word à : nature2011@iss.nl

# Nouvelles publications dans notre base de données

Look Both Ways: Mainstreaming biodiversity and poverty reduction, par Bass, S., Roe, D., Smith, J., octobre 2010, IIED Briefing Papers, IIED, Londres, 4 pp. – Le fait que la planète n'ait pas réussi à atteindre son objectif 2010 de réduire de façon significative le taux de perte de la biodiversité montre que les efforts de conservation déployés jusqu'ici ont été insuffisants. Trop souvent, ils sont minés par la lutte contre la pauvreté et des objectifs économiques apparemment plus impérieux — bien que la corrélation entre la richesse de la biodiversité et l'incidence de la pauvreté soit fréquemment démontrée. Toutefois, il ne devrait pas s'agir d'une compétition. La biodiversité et la réduction de la pauvreté sont intrinsèquement liées et exigent une approche intégrée. La Convention sur la diversité biologique a longtemps insisté sur le besoin d'intégrer ou de « rationaliser » la biodiversité dans le développement local et national et les stratégies de réduction de la pauvreté, tout récemment dans son nouveau Plan stratégique. Les enseignements tirés de l'expérience plus vaste de la rationalisation environnementale peuvent aider les parties à la Convention à atteindre cette cible dans la pratique — ils suggèrent un plan d'action en six étapes pour y parvenir. Ce plan d'action peut être téléchargé à partir du lien suivant : <a href="http://www.iied.org/pubs/pdfs/17083IIED.pdf">http://www.iied.org/pubs/pdfs/17083IIED.pdf</a>

Poverty, Governance and Conservation in the Gran Chaco of South America, par Alcorn, J.B., Zarzycki, A., de la Cruz, L.M., septembre 2010, Biodiversity, Vol. 11 No 1&2 – En améliorant une gouvernance éclairée, il est possible de stabiliser les niveaux de biodiversité et de fournir une base aux populations locales pauvres pour qu'elles collaborent et améliorent leur situation face aux menaces que soulève le développement. Dans cette étude, les auteurs analysent les processus continus appliqués à deux cas tirés du Gran Chaco – dans le bassin supérieur de Parapeti en Bolivie et dans la vallée inférieure de Pilcomayo dans le nord de l'Argentine. Dans les deux cas présentés, des processus facilités par des ONG ont étoffé l'aptitude des populations locales à déployer leurs propres actions et à évaluer et cadrer leurs problèmes et leurs objectifs en fonction d'un dialogue avec leurs autorités. Les méthodes utilisées diffèrent de celles des projets classiques de conservation et de développement et leur succès offrent des leçons uniques dans la construction de systèmes de réseaux sociaux et de science civique qui améliorent la conservation et réduisent la pauvreté.

Causes and Consequences of Displacement Decision-making in Banhine National Park, Mozambique, par Dear, C., McCool, S., 2010, Conservation & Society, Vol. 8 No2, pp. 103-111 — Autour du monde, une prise de décisions se dessine concernant le déplacement des personnes qui résident à l'intérieur des aires protégées et sont tributaires de leur capital naturel. Alors que des politiques comme la politique de sauvegarde de la Banque mondiale sur les réinstallations involontaires guident des décisions sur le déplacement potentiel des habitants des aires protégées, il existe souvent des obstacles politiques ou d'une autre nature à leur mise en œuvre. Cet article conclut que tout débat sur le déplacement des aires protégées qui ne tient pas compte des forces politiques plus vastes et plus puissantes risque fort de ne guère avoir d'impact sur les vraies décisions relatives au déplacement.

<u>Biodiversity Conservation and Local Communities</u>, par BirdLife International, 2010, BirdLife International, Quito, Équateur, 10 pp. – Le BirdLife Partnership a publié un rapport qui examine le succès de l'approche du Groupe pour la conservation locale de BirdLife (LCG) en matière de conservation de la biodiversité et de soutien aux moyens de subsistance durables dans les zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) sur le continent américain. Le document présente quinze études de cas qui impliquent des Groupes pour la conservation locale à travers l'Amérique latine et les Caraïbes; tous participeront au Prix 2010 pour le développement et la conservation de la biodiversité en Amérique latine, décerné par la Fundación Biodiversidad.

### Ressources

Parmi les opportunités de bourses et de prix récemment affichées et susceptibles d'intéresser les membres du PCLG, on peut citer : Keidanren Nature Conservation Fund (10 déc.) ; le programme L'homme et la biosphère de l'UNESCO (15 déc.) ; American Society of Primatologists (31 jan.) ; Fondation Ensemble (11 fév.) ; Fondation Nature & Découvertes (15 fév.) ; International Primatological Society (1er mars) ; Irwin Andrew Porter Foundation (31 mars) ; Mitsubishi Corporation Foundation for the Americas (premier trimestre). Ces dates butoirs ainsi que d'autres sont affichées sur le site de Terra Viva Grants.

Le Master Erasmus Mundus en sciences forestières européennes (MSc EF) est préparé par un consortium de sept universités européennes réputées. Le MSc EF est un programme international qui offre un double diplôme reconnu par la Commission européenne comme un master européen d'excellence dans le cadre du programme Erasmus Mundus. L'accent du programme MSc EF est mis sur les dimensions internationales de la gestion et l'utilisation des ressources forestières, soutenues par une solide appréciation de la situation écologique et de sa dynamique en Europe. Outre un cycle d'études d'une qualité exceptionnelle, vous bénéficierez de possibilités de culture et de loisir riches et variées dans de nombreux paysages et métropoles d'Europe. Pour obtenir un complément d'information, consultez :http://www.scholarshipandjob.com/2010/11/erasmus-mundus-msc-ef-scholarships.html

Le World Wildlife Fund annonce le programme de bourse **2011 Kathryn Fuller Science for Nature** à l'intention des chercheurs doctorants et post-doctorants sur les zones marines protégées(ZMP) qui s'annoncent prometteurs pour mettre en valeur l'appréciation scientifique de leur impact écologique et social et qui renforceront la conservation et les politiques fondées sur la science dans les régions marines prioritaires suivantes de WWF-USA: Mer de Bering, Golfe de Californie, Récif mésoaméricain, Galapagos, Côte d'Afrique de l'Est et Triangle du corail. La date butoir pour le dépôt des candidatures est le 31 janvier 2011. Pour obtenir un complément d'information sur le programme de bourse de doctorat Fuller, veuillez consulter: <a href="http://www.worldwildlife.org/science/fellowships/fuller/postdoctoral-fellowships.html">http://www.worldwildlife.org/science/fellowships/fuller/postdoctoral-fellowships.html</a>. Si vous avez des questions ou

d'autres informations, veuillez contacter fullerfund@wwfus.org

Le programme des Services écosystémiques pour la réduction de la pauvreté (ESPA) est un partenariat entre le DFID, le Conseil de recherche sur l'environnement naturel (NERC) et le Conseil de recherche économique et sociale (ESRC). Le but de l'ESPA est de veiller à ce que les écosystèmes des pays en développement soient gérés durablement d'une manière propice à la réduction de la pauvreté et à une croissance durable et inclusive. L'ESPA va investir dans des recherches à la pointe du progrès qui permettent de mieux comprendre le fonctionnement des écosystèmes, les services qu'ils procurent, la pleine valeur de ces services et leur rôle potentiel pour parvenir à une réduction durable de la pauvreté. Il est essentiel que les recherches financées par l'ESPA fournissent des preuves et des outils qui viennent aider les responsables politiques et les utilisateurs à gérer les écosystèmes de façon durable et d'une manière propice à la réduction de la pauvreté. Le dernier appel de propositions au programme de recherches de l'ESPA a été publié sur : http://www.nerc.ac.uk/research/programmes/espa/events/ao6.asp Ce communiqué invite les propositions de projets collectifs de recherches qui répondent à cet ordre du jour. Les dotations pourront durer de trois à cinq ans, avec une valeur totale du projet comprise entre 500.000 et 4 millions de livres sterling ; certains projets à caractère exceptionnel pourront prétendre à une subvention de £5 millions. Tous les projets sont tenus de soumettre une manifestation d'intérêt en remplissant le formulaire en ligne d'ici à la date de clôture du 8 décembre 2010. Les propositions complètes devront impérativement être reçues avant 16h00 le 19 janvier 2011. Si vous souhaitez obtenir un complément d'information, veuillez contacter Izabella Koziell (i-koziell@dfid.gov.uk).

Le **Center for Sustainable Development** annonce le lancement en septembre d'un module de quatre formations stages pratiques en ligne sur l'intégration de la viabilité à long terme dans les projets d'adaptation. Ces cours commencent par une introduction aux concepts élémentaires liés aux changements climatiques et ils s'étoffent à mesure que les participants identifient les vulnérabilités des communautés locales, explorent des solutions durables appropriées,

montent des projets complets, avant de les lancer et de les administrer. Le lecteur trouvera un complément d'information et le programme des cours sur : <a href="http://www.csd-i.org/adapting-overview/">http://www.csd-i.org/adapting-overview/</a>

The Nature Conservancy, Conservation International, the Climate, Community, and Biodiversity Alliance, Rainforest Alliance, le WWF, et GTZ ont actualisé leur cours introductif en ligne sur la réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts, et sur la conservation et la valorisation des stocks de carbone forestier (REDD+) avec un complément d'information et de nouvelles activités. Cette formation fournit un niveau élémentaire d'appréciation du concept REDD+. Le cours entend permettre aux participants de mieux comprendre et de mieux s'impliquer dans les négociations des politiques REDD+ aux niveaux national et international et promouvoir le développement d'activités crédibles REDD+ dans les pays en développement par le biais d'un renforcement des capacités élémentaires. Le cours est gratuit et ouvert à tout public sur www.conservationtraining.org

PARKS: appel d'articles — Le journal PARKS souhaite que lui soient soumis des articles pour son prochain numéro. L'édition 2010 ne sera pas consacrée à un thème particulier mais traitera de toute question portant sur les aires protégées. Cette publication vise à renforcer la collaboration internationale entre les professionnels des aires protégées, améliorer la compréhension des valeurs et des avantages offerts par les aires protégées de toutes sortes, et appuyer ces professionnels dans leurs rôles, fonctions et activités. Pour en savoir plus, consulter <a href="http://www.iucn.org/about/union/commissions/wcpa/wcpa\_puball/wcpa\_parksmag/wcpa\_parkseditorialpolicy">http://www.iucn.org/about/union/commissions/wcpa/wcpa\_puball/wcpa\_parksmag/wcpa\_parkseditorialpolicy</a> ou adresser un e-mail à Peter Valentine (peter.valentine@jcu.edu.au).

Le Research Fellowship Program (RFP) du WCS est un programme de micro-bourses géré par le Wildlife Conservation Society (WCS) Institute. En 2010, le RFP a été repensé et relancé avec un nouvel axe d'intérêt afin de soutenir les travaux directement liés aux paysages marins ou prioritaires du WCS, aux espèces et/ou aux défis mondiaux que posent la santé de l'habitat sauvage, les changements climatiques, les moyens de subsistance humains et l'extraction des ressources naturelles. Le programme cherche à soutenir les travaux de terrain des étudiants en licence qui travailleront avec le personnel de WCS en Asie, en Afrique, en Amérique latine et, dans certains cas particuliers, en Amérique du Nord. Ensemble, les professionnels qui bénéficient d'une bourse RFP appliqueront une science de la conservation testée sur le terrain aux défis qui confrontent le monde naturel. Les personnes qui souhaitent soumettre une demande de candidature RFP sont priées de consulter <a href="http://programs.wcs.org/grants">http://programs.wcs.org/grants</a> pour se renseigner sur les critères d'admission. La date butoir pour les candidatures est le 5 janvier 2011. La bourse maximale se monte à 20 000 dollars EU. Pour obtenir un complément d'information, veuillez adresser un e-mail à fellowship@wcs.org

Possibilités de financement pour les petites initiatives — Le Programme de petites initiatives géré par le Fonds français pour l'environnement mondial a pour objectif de soutenir les organisations de la société civile des pays africains, actives dans la protection de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques. Le programme a été mis sur pied pour aider des organisations de la société civile à réaliser des projets de terrain en Afrique de l'Ouest et Centrale, à Madagascar et au Mozambique ; renforcer ses capacités techniques, d'instruction, de gestion et de suivi de projet ; consolider un réseau de suivi de petits projets en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale ; rehausser sa capacité d'influence sur les choix environnementaux des pays concernés ; partager et faire connaître ses expériences et ses succès. Il existe un programme mobile de demandes de subvention et un complément d'information pourra être obtenu sur le site:

http://www.ffem.fr/jahia/Jahia/cache/offonce/lang/fr/accue/pid/26806;jsessionid=5F616BE7C3B7CC1630DD20C1B57BFF12

Micro-subventions Rufford pour la conservation de la nature — Les micro-subventions Rufford pour la conservation de la nature (RSG) sont destinées à de petits programmes de conservation et des projets pilotes. Les RSG sont accessibles à des individus et des petits groupes. Les candidatures peuvent être déposées à tout moment de l'année ; les décisions sont généralement prises dans un délai de trois mois. Les RSG soutiennent généralement des projets d'une durée d'environ un an. Les candidatures de pays autres que les pays industrialisés sont vivement encouragées. Pour une liste des différentes subventions proposées, veuillez consulter <a href="https://www.ruffordsmallgrants.org">www.ruffordsmallgrants.org</a> Bourses de la Fondation internationale pour la science — La FIS invite des demandes de bourses de recherche émanant de jeunes chercheurs issus des pays en développement en vue de mener des recherches sur la gestion durable, l'utilisation et la conservation des ressources biologiques ou des ressources en eau. Cela englobe des recherches en sciences naturelles et en sciences sociales sur l'agriculture, les sols, la production animale, les sciences de l'alimentation, la foresterie, l'agroforesterie, les ressources aquatiques, les ressources en eau, etc. Les candidatures sont acceptées toute l'année.

**BioSoc** est le bulletin mensuel du PCLG, qui met en lumière de nouvelles recherches capitales sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation de l'environnement. BioSoc est actuellement hors ligne mais nous pensons pouvoir reprendre notre service mensuel normal très bientôt. Pour recevoir BioSoc : <a href="https://www.povertyandconservation.info/en/biosoc.php">www.povertyandconservation.info/en/biosoc.php</a>

**Plus d'infos**: Pour obtenir un complément d'information sur les membres, les publications, les initiatives et les événements mentionnés dans le bulletin, visitez <u>www.povertyandconservation.info</u>, le site web du PCLG (Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation).

**Pour contacter PCLG News** : Si vous avez des remarques ou suggestions pour nous permettre d'améliorer PCLG News ou si vous souhaitez nous adresser votre contribution au prochain numéro du bulletin, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : pclg@iied.org

Faites circuler le bulletin : Si vous connaissez un ami ou un collègue qui serait intéressé par le bulletin

**PCLG News**, n'hésitez pas à lui transmettre ce bulletin ou suggérez-lui de s'abonner en se rendant à la page : <a href="https://www.povertyandconservation.info/en/newslist.php">www.povertyandconservation.info/en/newslist.php</a>

**Pour nous contacter**IIED, 3 Endsleigh Street, London, WC1H 0DD, UKTél +44 (0) 207 388 2117 Fax +44 (0) 207 388 2826Site Web: <a href="www.povertyandconservation.info">www.povertyandconservation.info</a> **Pour adhérer au PCLG**: Email: <a href="policyclego">policyclego</a> policyclego</a>